

**« Les monnaies modernes comparées aux monnaies primitives :  
l'apport de Daniel de Coppet »**

Article en l'honneur de Daniel de Coppet<sup>1</sup>

André Orléan  
Version du 140207

Daniel de Coppet a joué un rôle essentiel dans la rédaction de *La monnaie souveraine*. Cette influence saute aux yeux lorsqu'on lit l'introduction collective de ce livre. À maints endroits, on y reconnaît sa pensée et son style. Pour s'en convaincre, il suffit d'en citer les deux premières phrases :

« Ce livre s'efforce d'éclairer le phénomène monétaire en général, de façon essentiellement comparative donc concrète, et non d'un point de vue universaliste, dogmatique et abstrait. Pour ce faire, il saisit les relations monétaires dans chaque société particulière à laquelle elles appartiennent ».

Ici, c'est bien Daniel de Coppet qui parle. Plus fondamentalement, l'apport de Daniel de Coppet a été crucial dans l'élaboration de ce qui constitue la thèse centrale de cet ouvrage collectif, à savoir la monnaie comme « expression de la société comme totalité ». C'est là une conception qui traverse toute son œuvre. On la trouve déjà clairement énoncée lorsqu'à propos des sociétés primitives, il écrit : « Il n'y a pas de monnaie sans un ordre transcendant qui lui donne cette qualité d'être une matérialisation de la totalité sociale<sup>2</sup> ». Il s'agit, ce faisant, de penser la monnaie, non pas comme un instrument facilitant les échanges, comme le propose une puissante et féconde tradition d'économistes<sup>3</sup>, mais comme constitutive de la « hiérarchie de valeurs » au fondement d'une société considérée.

Dans sa contribution personnelle à l'ouvrage *La monnaie souveraine* intitulée « Une monnaie pour une communauté mélanésienne comparée à la nôtre pour l'individu des sociétés européennes », Daniel de Coppet revient longuement sur cette conception théorique du fait monétaire pour la préciser. La présentation qu'il nous en propose est d'autant plus claire qu'elle sait trouver des illustrations pertinentes dans l'analyse de la société 'aré'aré à laquelle

---

<sup>1</sup> Paru dans André Itéanu (éd.), *La cohérence des sociétés. Mélanges en hommage à Daniel de Coppet*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2010, 413-429.

<sup>2</sup> Barraud *et alii*, 1984, page 459.

<sup>3</sup> Orléan (2006).

elle est articulée. C'est pour Daniel de Coppet l'occasion de souligner que la monnaie se trouve, chez les 'Aré'aré, au sommet de la hiérarchie des valeurs :

« Pour les 'Aré'aré, la monnaie est liée au degré supérieur de civilisation [...] La monnaie préside à l'instauration d'un état supérieur de la société : à la suite de Huit-pirogues, la monnaie fait taire les armes, substitue aux humains assassinés les porcs. Ainsi *se dresse-t-elle comme autorité supérieure* au plus haut de l'échelle des êtres, au sommet des relations socio-cosmiques, *au niveau du tout de la société* [...] Cependant, cette qualité fondamentale de la monnaie de représenter à chaque fois le tout de la société va de pair avec la capacité de convertir toute relation en monnaie (en relations supérieures de représentation) et de reconvertir la monnaie en toutes relations subordonnées (de forme externe et de souffle) [...] Sur l'échelle des êtres que cette société anime, le plus valorisé d'entre eux est à coup sûr la monnaie. Chacun des mouvements de la monnaie actualise et renforce l'autorité des ancêtres hommes et femmes qui, avec le concours des vivants, veillent à la pérennité des relations socio-cosmiques, c'est-à-dire à la relance de la société dans son accord avec le cosmos » (195-6).

Dans cette citation, on trouve réaffirmée avec beaucoup de force le fait que la monnaie occupe dans la société 'Aré'aré le rang supérieur des valeurs holistes, celui de la totalité. Pourtant, et Daniel de Coppet y insiste, cette monnaie sait également être équivalent général et satisfaire aux trois fonctions traditionnelles reconnues par Aristote, à savoir l'unité de compte, le moyen de paiement et la réserve de valeur (188-191). Cependant, dans le cas de la monnaie 'aré'aré, ces fonctions restent rigoureusement subordonnées aux valeurs globales. En conséquence, elles ne connaissent qu'un développement partiel, puissamment limité par les exigences d'un ensemble de relations socio-économiques qui font système. Pour désigner cette ambivalence monétaire, Daniel de Coppet parle de « bidimension<sup>4</sup> » de la monnaie 'aré'aré. Il écrit :

« On comprend que cette monnaie est *bidimensionnelle*, c'est-à-dire qu'elle anime deux niveaux de valeur différents et en apparence contradictoire : au niveau supérieur *elle exprime la valeur sociale englobante, la dimension sociale, le tout social, et le principe de hiérarchisation*, tandis qu'au niveau subordonné *elle exerce sa capacité de mesurer et d'actualiser des quantités de valeur* [...] La monnaie 'aré'aré, en plus des trois fonctions reconnues par Aristote à la monnaie en général, manifeste une bidimension, signe de sa construction hiérarchique en valeur. Cette bidimension est sans doute en rapport avec sa capacité à représenter efficacement le tout de la société » (196).

---

<sup>4</sup> Ce terme se trouve déjà chez Louis Dumont (1983) à la page 279.

Comme le fait remarquer Daniel de Coppet, on observe ici ce que Louis Dumont<sup>5</sup> appelle « l’englobement du contraire ». Il en donne une caractérisation particulièrement éclairante en utilisant l’opposition entre autorité et pouvoir :

« Dans la monnaie primitive, cet « englobement du contraire » s’exprime dans une opposition entre *l’autorité* en référence à l’interdépendance, à la valeur ultime, au tout social, et *le pouvoir* qui, par rapport à l’autorité, signale le champ subordonné, celui de la dominance, de l’affrontement sur un champ unifié, égalitaire. On peut dire qu’au niveau supérieur, englobant, l’être-monnaie-de-perles est constitué de relations socio-cosmiques, c’est-à-dire de statut et d’autorité, tandis qu’au niveau subordonné le dénombrement des quantités d’unités monétaires est de l’ordre de la substance, de l’avoir et se change en pouvoir. Ce dénombrement reste entièrement subordonné en tant que pouvoir au statut, à l’autorité de la monnaie, cet être par excellence de la relation sociale et qui représente le tout de la société » (202).

L’ensemble de ces citations fort longues permet de bien synthétiser les thèses défendues par Daniel de Coppet et, à sa suite, le groupe de *La monnaie souveraine* pour ce qui est des monnaies archaïques. Mais qu’en est-il des monnaies modernes ? Jusqu’à quel point ce cadre d’analyse est-il adapté pour en penser la nature ? La monnaie moderne peut-elle également être dite « expression de la société comme totalité » ? Analysons ce point en suivant le texte de Daniel de Coppet (1994) qui lui consacre de longs développements. C’est essentiellement la lecture de Nicolas Oresme qui est ici mobilisée pour avancer dans la compréhension des monnaies marchandes modernes. Une fois cette compréhension établie, il nous sera possible d’analyser, dans une seconde section, la nature des liens existant entre cette monnaie moderne et l’idéologie individualiste au sens que Louis Dumont donne à cette notion. Notre conclusion générale proposera des pistes de recherche à approfondir.

### **De la monnaie étatique à la monnaie marchande : une lecture de Nicolas Oresme**

À la lecture de *La monnaie souveraine*, un premier point s’impose clairement : si la monnaie moderne est en relation avec la totalité, cette totalité « n’est pas le tout de la société » (20) car ce tout est limité à la seule sphère marchande de la production et des échanges. Dans un texte récent, Bruno Théret revient sur cette thèse :

« Dans le capitalisme, la monnaie peut être dite souveraine dans l’ordre marchand du fait qu’elle en assure la totalisation et la reproduction dans le temps et qu’elle fonde le pouvoir du capital-argent, mais il s’agit là d’une souveraineté limitée, partielle, pseudo-souveraineté qui ne s’impose pas à l’échelle de la totalité sociale où

---

<sup>5</sup> Sur Louis Dumont et sur la notion même de hiérarchie, on peut se reporter à Descombes (2006).

elle doit entrer dans une relation asymétrique de compromis avec l'Etat dans le cadre symbolique d'une souveraineté dévolue au peuple ».

C'est également la position de Daniel de Coppet qui écrit :

« Mais peut-on comparer des monnaies liées au tout de leur société, comme c'est le cas pour cette monnaie mélanésienne, avec les monnaies occidentales contemporaines réputées appartenir au domaine privilégié de l'économique, séparé lui-même d'autres domaines séparés que sont le politique, le festif, voire le religieux ? Dans le premier cas, il y a construction hiérarchique en valeur et totalité affirmée ; dans le second, le tout une fois arbitrairement divisé en ces domaines séparés, est à coup sûr oblitéré » (162).

Cette position a pour elle la force de l'intuition. Personne ne dirait à propos du dollar ou de l'euro qu'ils sont l'expression du tout de leur société. Les modernes sont persuadés du caractère partiel et relatif des valeurs économiques. Les biens supérieurs que sont la vie, la santé, l'éthique ou le droit échappent à l'estimation monétaire. Nous protestons lorsqu'il en est autrement parce que nous y voyons une corruption de nos valeurs. C'est pourquoi, lorsque un prêtre anglican, originaire de Petite Malaita, déclare « Jésus-Christ = la collecte des monnaies » (197), comme nous le rapporte Daniel de Coppet, nous sommes troublés par ce mélange des genres blasphématoire. C'est seulement dans les sociétés primitives que la monnaie, valeur suprême, est située sur le même plan que le divin.

Il faut pourtant mettre en garde contre une interprétation trop naïve de cette proposition et, pour ce faire, noter que la différenciation de la société moderne en domaines distincts ne saurait constituer le point final de l'étude. Et cela pour une raison fort simple, avancée par Louis Dumont comme Daniel de Coppet, à savoir le fait que la société moderne possède sa propre hiérarchie de valeurs qui atteste que cette séparation des domaines n'est que relative car elle se construit sur fond d'une unité plus fondamentale. Dès lors il ne suffit plus de constater qu'acheter une voiture est fort différent de mettre un bulletin de vote dans l'urne, encore faut-il donner un sens à cette différence en relation avec la hiérarchie des valeurs individualistes. C'est de là qu'il faut partir pour comprendre les monnaies modernes par comparaison aux monnaies traditionnelles.

C'est ce que fait Daniel de Coppet lorsqu'en fidèle disciple de Louis Dumont, il rappelle que les sociétés modernes ont pour caractéristique d'avoir érigé l'Individu en valeur suprême en lieu et place de la totalité. Cet Individu, valeur suprême, c'est d'abord, dans le christianisme, l'individu-en-relation-à-Dieu ou l'individu à l'image de Dieu. Pour montrer à

quel point cela affecte le statut de la monnaie, Daniel de Coppet prend comme exemple la parole du Christ : « Rendez à César ce qui est César, et à Dieu ce qui est à Dieu » dont il souligne combien elle est faussement symétrique. En effet, « c'est en fonction de Dieu que nous devons nous plier aux prétentions légitimes de César<sup>6</sup> ». La valeur supérieure est constituée par la relation qui lie chaque individu unique avec Dieu. Il s'ensuit une transformation considérable dans le statut de la monnaie : la monnaie à l'effigie de César se trouve reléguée au niveau inférieur. Ce que décrit de Coppet avec force :

L'effigie de César « n'est pas porteuse d'une référence au tout, à l'universel, mais seulement d'une référence au plat pouvoir régnant ici-bas. Jésus prive ainsi la monnaie romaine de sa capacité de représenter le niveau supérieur d'une hiérarchie de valeurs. Depuis lors, notre monnaie moderne, pas plus que la monnaie romaine pour Jésus-Christ, ne saurait représenter le principe de hiérarchisation en valeurs. Elle est certes solidaire d'une référence sociale, mais celle-ci est toujours située au niveau subordonné » (203).

C'est là un premier résultat. On note ici à quel point le passage du holisme à l'individualisme affecte en profondeur la réalité monétaire. Doit-on considérer que nous sommes arrivés là à notre résultat définitif, que la nature des monnaies modernes s'y trouve totalement identifiée ? Bien que la formulation qui est employée pourrait le laisser croire, il n'en est rien et la réflexion de de Coppet se poursuit par le biais d'une réflexion sur le *Traité de la première invention des monnaies* de Nicolas Oresme. Ceux qui ont suivi le séminaire de *La monnaie souveraine* pourront témoigner du grand intérêt que Daniel de Coppet témoignait pour ce texte auquel il se référait très fréquemment. Or, qu'est-ce que le texte de Nicolas Oresme apporte de plus par rapport aux analyses précédentes ? Une idée fondamentale : que la monnaie moderne n'est pas seulement en relation avec le Prince, mais également, et principalement, avec les individus. La citation essentielle est tirée du chapitre six du *Traité* :

« Quoique, pour l'utilité commune, il revienne au prince de mettre sa marque sur la pièce de monnaie, il n'est pas cependant le maître ou propriétaire de la monnaie qui a cours dans son État. Comme il ressort du premier chapitre, la monnaie est l'étalon de la permutation des richesses ; elle est donc la possession de ceux auxquels appartiennent ces richesses [...] Car ce n'est pas seulement aux princes que Dieu a donné au commencement la liberté et le pouvoir de disposer des choses, mais à nos premiers parents et à toute leur postérité, comme il est écrit dans la *Genèse*. La monnaie n'appartient pas au seul prince<sup>7</sup> ».

---

<sup>6</sup> Dumont (1983), page 45.

<sup>7</sup> J'ai suivi ici la traduction de Frédéric Chartrain dans l'édition proposée par Claude Dupuy, à la page 54. On pourra la comparer au texte original que cite Daniel de Coppet à la page 204 de son texte.

Toute la profondeur de ce texte n'a pas échappé à de Coppet qui le commente longuement. Ce qui apparaît ici avec force qui n'apparaissait pas précédemment est le fait que le Prince n'est plus propriétaire de la monnaie car « la monnaie appartient à la communauté et à chacune des personnes qui la composent » (*ibid.*, 55). Ce point est essentiel car il caractérise fondamentalement ce qu'est la monnaie moderne en la distinguant d'une monnaie purement étatique à la manière de la monnaie romaine. La monnaie marchande moderne est d'abord au service de la communauté des producteurs-échangistes marchands. Elle n'est que secondairement étatique. C'est le thème central de l'œuvre de Nicolas Oresme qu'on retrouve dans *La monnaie souveraine*. Cette dimension se trouve souligné dans la citation précédente par le fait que le lien des individus à la monnaie s'y trouve déduit de la relation des individus à Dieu qui leur a donné « la liberté et le pouvoir de disposer des choses ». Ce faisant, la monnaie se trouve rehaussée en valeur au niveau supérieur de la loi divine. Daniel de Coppet note fort justement que l'utilisation par Oresme du terme « seigneurie des choses<sup>8</sup> » dans le texte original indique clairement cette élévation en valeur de la monnaie à la dignité supérieure. Dans la même perspective, Oresme insiste avec vigueur sur le fait que le souverain ne doit pas perturber le cours des monnaies par d'intempestives mutations qui, dit-il, sont contraires « à l'honneur du roi et préjudiciable à toute sa postérité<sup>9</sup> » (91). Si néanmoins certaines nécessités impératives peuvent requérir de telles mutations, alors il faut que « la communauté [...] détermine expressément ou tacitement quand, comment et à quel degré se présente la nécessité ». En effet, aux yeux d'Oresme, il n'est d'autre souverain monétaire légitime que la communauté marchande elle-même de telle sorte que toute action princière discrétionnaire doit être radicalement interdite. Pour autant toute dimension étatique n'est pas supprimée puisque la fabrication des pièces reste aux mains du Prince de même que le droit au tribut. En conséquence, on aboutit à une pensée de la monnaie complexe puisqu'elle doit articuler deux appartenances hétérogènes, au Prince et aux marchands, de statuts distincts. Pour en établir la juste formule, il faut avec de Coppet réintroduire l'idée hiérarchique en notant que ces deux logiques coexistent mais ne sont pas sur un même niveau : les valeurs individuelles subordonnent la pouvoir politique. de Coppet peut donc écrire :

---

<sup>8</sup> « Seigneurie des choses » est dans le texte original en vieux français. Il a été traduit par « pouvoir de disposer des choses » dans la citation précédente.

<sup>9</sup> Ou encore : « Il faut conclure que le prince ne peut faire de mutations et en retirer du gain ni par le droit commun ou ordinaire, ni par privilège, don, concession ou pacte, ni par toute autre autorité ou toute autre manière, et que cela ne peut être de son domaine ni lui appartenir en aucune façon » (85).

« la monnaie est hiérarchisée à deux niveaux : en référence à la relation individuelle à Dieu, et, seulement, au niveau subordonné en référence à un pouvoir mêlé d'un semblant d'autorité puisque la monnaie est et appartient à César » (206).

Cette construction hiérarchique qui met la monnaie, au niveau supérieur, dans son lien à la liberté individuelle et, au niveau inférieur, dans son lien à la souveraineté politique, nous paraît constituer la formule exacte de la monnaie moderne, dans toute sa complexité. Notons qu'elle contredit les analyses précédentes développées à propos de la monnaie romaine lorsque qu'elles concluent à l'incapacité de celle-ci à « représenter le niveau supérieur d'une hiérarchie de valeurs ». Il semble bien que cette dernière conclusion ne vaut que pour les « monnaies étatiques » et non pour les monnaies modernes qui sont des monnaies marchandes. Pour bien comprendre l'originalité de cette formule, comparons-la à la formule précédente des monnaies archaïques.

### **La monnaie moderne à la lumière des valeurs individualistes**

*Prima facie*, il pourrait sembler que ces deux formules ne soient pas si éloignées l'une de l'autre puisque toutes deux placent la monnaie au niveau supérieur de la hiérarchie des valeurs. Mais c'est là une vue superficielle des choses dans la mesure où ce niveau supérieur diffère radicalement par son contenu selon qu'on considère une configuration holiste ou individualiste : d'un côté, une valeur sociale, en l'espèce le tout socio-cosmique, de l'autre côté une « valeur ultime asociale » (209), à savoir la personne humaine. C'est là le point fondamental de la comparaison entre monnaies traditionnelles et monnaies modernes : la monnaie moderne n'est plus dans la relation à un tout parce qu'un tel tout n'existe plus aux yeux des valeurs individualistes. « La monnaie en France, dès 1380, ne saurait représenter comme en Mélanésie le niveau du tout de la société » (207) : telle est la proposition essentielle qu'avance Daniel de Coppet. Pour comprendre son raisonnement, considérons ce que nous avons appelé jusqu'à maintenant la « communauté des marchands ». Pourquoi n'est-ce pas là le tout que nous cherchons ? Oresme n'a-t-il pas écrit : « la monnaie appartient à la communauté » ? S'il n'en est pas ainsi, c'est parce que, dans un univers individualiste, la seule totalité, c'est l'individu lui-même<sup>10</sup>. Le groupe quant à lui se comprend comme une collection d'individus. Autrement dit, au regard de l'individualisme, il n'y a pas à proprement parler de « communauté » des marchands au sens d'une totalité valorisée en tant que telle,

---

<sup>10</sup> « La personne humaine se fait à la fois unité insécable et intangible quant à la valeur, seul lieu où la notion de totalité puisse encore avoir droit de cité » (de Coppet, 210). Ou encore, dans l'introduction collective : « En effet, il n'y a de tout concevable et irréductible que l'individu lui-même » (15).

mais seulement l'agrégation d'individus marchands. Cela fait toute la différence. Comme l'écrit de Coppet :

« Il y a très loin d'une communauté hiérarchisée en un tout – lui-même valeur suprême comme en Mélanésie – à cette "communauté de citoyens" subordonnée à la valeur ultime des "personnes singulières" en relation individuelle à Dieu, et par là même propriétaires, potentiels et privés, de biens meubles et de monnaie » (206).

Cette situation a des conséquences considérables, qu'il est difficile de surestimer, pour ce qui est de la constitution des sociétés modernes. Dans le cas traditionnel, les valeurs qui sont révérees portant directement sur la totalité, il s'ensuit une forte cohésion sociale. Les conflits trouvent dans l'expression de ces valeurs sociales une autorité qui les maintient dans un espace restreint. On dira que l'autorité subordonne en valeur le pouvoir. Celui-ci se définit par opposition à l'autorité comme un pur rapport de forces, hors la médiation des valeurs, « fondé sur la possession de moyens permettant à certains individus de dicter leur conduite à d'autres individus. La caractéristique du pouvoir est de n'avoir d'autres limites que l'opposition d'un autre pouvoir » (11). Ces concepts d'autorité et de pouvoir jouent un grand rôle dans le texte de Daniel de Coppet comme dans l'introduction collective à *La monnaie souveraine*. Ils correspondent à deux modalités des relations entre hommes : d'une part, la subordination qui désigne le rapport à l'autorité, d'autre part, le conflit qui désigne le rapport entre deux pouvoirs. La caractéristique de l'idéologie individualiste est de promouvoir une critique radicale de toute autorité puisque la valeur se trouvant investie intégralement du côté de l'Individu peut toujours être mobilisée contre l'institution. Il s'ensuit un monde qui tend à être dominé par les seules relations de pouvoir, « de domination et d'exclusion » (209) que nouent les égaux entre eux. C'est ce que nous dit Louis Dumont lorsqu'il écrit : « La subordination sous sa forme normale, comme valeur, est exclue de notre idéologie » (HAE, 132).

Cette proposition frappe par son extrême radicalisme. Elle jette une lumière très sombre sur le monde moderne dont elle nous dit qu'il souffre d'une terrible incomplétude du côté de ses valeurs, incomplétude qui le met en péril dans ses fondements mêmes. Alors que, dans le monde traditionnel, les valeurs tournées vers la totalité favorisent la cohésion sociale en fondant l'autorité des institutions, il n'en est rien dans le monde individualiste. Les valeurs n'y produisent pas d'autorité sociale instituée parce qu'elles ont pour objet, non pas le tout, la communauté elle-même, mais les individus qui les constituent. C'est en ce sens qu'on peut les qualifier de « asociales ». Il s'ensuit dans le rapport des hommes entre eux une prépondérance tendancielle des relations de pouvoir, caractéristiques des relations entre égaux. À la limite,



cette analyse nous dit qu'une société purement individualiste ne peut exister parce qu'elle ne peut que sombrer dans la lutte de tous contre tous<sup>11</sup>. Ce diagnostic nous paraît excessif au regard de la capacité avérée des sociétés modernes à construire des autorités reconnues comme légitimes par les individus. Mais pour l'instant, avant de revenir en conclusion sur cette critique, restons dans ce même cadre théorique et examinons comment y est pensée la cohésion des sociétés individualistes : en l'absence de subordination, sur quoi le lien social d'appartenance peut-il trouver à se fonder ?

À l'évidence, cette question dépasse le cadre du présent article. Notons simplement que la référence à la souveraineté politique ne saurait constituer une réponse satisfaisante à cette question, précisément en raison de la critique précédente qui trouve dans la souveraineté sa cible exemplaire : la souveraineté sans subordination, c'est-à-dire sans un système de valeurs qui la construise en tant qu'autorité légitime, dégénère nécessairement en domination. Pour éclairer ce point, il faudrait ici reprendre toute la réflexion très développée de Louis Dumont (1991) en matière de philosophie politique, en particulier sa lecture de Hobbes, Locke, Rousseau et Hegel. Contentons-nous ici de citer Daniel de Coppet qui, à nos yeux, résume tout à fait son propos :

« Nous touchons là une caractéristique très dangereuse du dispositif moderne : une fois la relation individuelle et non sociale à Dieu placée au niveau ultime, la relation de dépendance vis-à-vis de l'autorité ici-bas se change aisément en relation de dominance et de pouvoir. Du même coup, la distance entre autorité-souveraineté et pouvoir peut s'abolir, instituant entre les hommes un seul et unique niveau de réalité, c'est-à-dire une logique du tiers exclu, caractéristique de la compétition, du conflit et du pouvoir » (208).

Le statut inférieur du politique est la conséquence directe du caractère subordonné des relations entre hommes, dans l'idéologie moderne : « la relation de l'homme aux choses (à la nature, aux objets) est valorisée à l'encontre de la relation entre hommes » nous enseigne Louis Dumont (1983, 304). Aussi, pour trouver des formes sociales en plein accord avec l'individualisme, faut-il quitter le monde politique des relations des hommes entre eux pour aller du côté du rapport aux choses, dans le monde économique. Dans l'économie, nul besoin d'autres hommes pour contenir la violence : les conflits entre sujets marchands trouvent dans la loi des objets, la rareté, un principe régulateur qui vient contenir la lutte

---

<sup>11</sup> D'une certaine manière, le totalitarisme est l'expression ouverte de cette incomplétude des valeurs individualistes. Par exemple, Louis Dumont dans « La maladie totalitaire » voit dans le primat accordé à la « lutte de tous contre tous » et au darwinisme social, « l'individualisme fondamental installé au cœur de la conception du monde d'Adolf Hitler » (I, 180).

individualiste de tous contre tous. C'est sur cette base que la société individualiste réussit à se construire. D'où la proposition extrêmement forte suivante :

« Dans la pratique [...] nous avons, avec Locke, intronisé la propriété privée à la place de la subordination, [nous] avons choisi d'être des individus possédant et produisant, et tourné le dos à la totalité sociale avec la subordination qu'elle impliquait et à notre voisin au moins dans la mesure où il nous serait supérieur ou inférieur » (HAE, 131).

C'est là une thèse étonnante. Elle institue le rapport marchand aux choses comme l'équivalent fonctionnel pour les sociétés modernes de la subordination holiste. Le rapport économique marchand impose à la puissance individuelle une limite qui n'a pas la figure d'un autre homme puisqu'elle est l'expression des choses elles-mêmes en tant qu'elles sont objectivement rares. En ce sens, on peut dire que la valeur (au sens économique) et la valeur (au sens individualiste) se confondent ou, pour le moins, ont partie liée. D'ailleurs Dumont n'a cessé de répéter que naissance de l'économique, primat de la relation aux objets sur les relations entre hommes et émergence de l'individualisme constituaient un seul et même processus<sup>12</sup>. On ne saurait dire les choses plus clairement.

Il est un développement de Dumont où ce rôle central de l'économie dans la régulation individualiste apparaît avec une force tout particulière. C'est lorsque, dans *Homo aequalis*, il s'intéresse à ces « penseurs bien intentionnés comme John Maynard Keynes » qui ont voulu faire en sorte que nous cessions d'être les esclaves du processus économique. Ils ont cherché à rétablir les buts sociaux dans leur primauté et « rétrograder l'économie au statut d'un moyen pour les fins humaines véritables, qui sont sociales » (132). La première réaction de Louis Dumont face à une telle tentative est, dans un premier temps, de douter de ses chances de réussite, précisément parce que l'économie est trop fortement inscrite dans nos valeurs pour se laisser ainsi dominée. Il écrit : « si le lien de l'économie avec l'Individu comme idée et valeur est aussi étroit que je l'ai dit, alors un tel programme se heurtera à la plus enracinée et la plus centrale et unanime des valeurs modernes, et sera défait » (132). On note ici à quel point, aux yeux de Louis Dumont, le lien Individu-Économique est étroit. Cependant, dans un second temps, il suppose un monde hypothétique où cette tentative aurait réussi et il examine ce qui en découlerait. Ce scénario soulève chez lui une extrême inquiétude car rétrograder l'économique implique nécessairement d'en revenir à la subordination. Or, note-t-il, la

---

<sup>12</sup> « La naissance de l'Économique, la transition dans les valeurs d'un type de relation [relations entre hommes] à l'autre [entre l'homme et les choses] et la pleine accession de l'Individu moderne sont des aspects solidaires d'un seul et même phénomène » (HAE, 131).

subordination étant exclue de notre idéologie, « elle ne pourrait se réintroduire que sous une forme honteuse, pathologique, c'est-à-dire comme oppression » (132). Il donne comme exemple les pays socialistes et totalitaires et, pour faire bonne mesure, il ajoute : « En matière d'étalon-or, le premier disciple de Keynes a été Adolf Hitler » (133), formule qui fait penser aux conceptions que développe Hayek dans *La route de la servitude*.

Ces analyses ne laissent pas de doute sur la place que Louis Dumont assigne à l'économique dans les formations individualistes. Elle joue un rôle proprement essentiel. Le rapport marchand aux objets est la forme moderne que prend la subordination hiérarchique : « [Les faits] montrent que jusqu'ici l'alternative entre la richesse comme fin et des formes forcées, pathologiques de subordination est notre lot. C'est ici, selon toute vraisemblance, que se noue le drame du totalitarisme<sup>13</sup> » (134).

Au terme de cette lecture, nous pouvons donner à la formule de la monnaie moderne telle qu'elle ressort des réflexions proposées par Daniel de Coppet son expression complète. La monnaie en tant qu'instrument d'appropriation des choses est liée étroitement aux valeurs supérieures de la personne humaine devenue lui-même sujet économique. C'est là une réalité potentiellement universelle, aussi loin que portent les valeurs individualistes, par-delà les souverainetés territoriales. Elle fait corps avec le primat libéral des choses sur les hommes. Par ailleurs, la monnaie est également liée à la souveraineté politique territoriale, mais seulement au niveau subordonné qui est celui du politique.

On ne s'étonnera pas de ce que la pensée économique libérale en tant qu'elle est le discours même des valeurs individualistes propose une vision de la monnaie qui soit en plein accord avec celle qui vient d'être spécifiée. Pour le voir, considérons à titre d'illustration la doctrine moderne en matière de politique monétaire. Elle se caractérise d'abord par une vision très négative du politique. Le politique y est perçu essentiellement comme le lieu d'un perpétuel dérapage, celui causé par les politiciens qui, pour favoriser leur réélection, accroissent l'émission monétaire à la veille des élections de façon à stimuler temporairement l'économie au détriment de la stabilité des prix. C'est la théorie dite du « cycle électoral ». Il n'y aurait pas besoin de trop faire pression sur cette théorie pour qu'elle reconnaisse qu'à ses

---

<sup>13</sup> Dans la même veine, Dumont écrit : « l'économiste, quand il est généreux, souhaite mettre sa connaissance supposée suffisante au service des fins sociales, sans se rendre compte qu'il ouvrirait ainsi la boîte de Pandore » (HA, 134).

yeux, l'origine de toutes les crises monétaires est à trouver *in fine* dans les interventions intempestives du pouvoir gouvernemental. Il s'ensuit une approche qui cherche à isoler radicalement le pouvoir monétaire des influences politiques en établissant des règles automatiques de gestion en lieu et place des choix discrétionnaires du politique. On retrouve là une constante de la pensée libérale de la monnaie. Ces règles automatiques ont pris, dans l'histoire, trois formes principales<sup>14</sup>. Ce fut d'abord l'étalon-or qui fait dépendre mécaniquement l'émission fiduciaire du niveau de la couverture métallique. Puis la politique monétariste proposée par Milton Friedman. Il s'agit de « faire voter un ensemble de règles rigides d'émission, limitant par avance la marge d'initiatives dont peuvent disposer les autorités monétaires » (167). On pourrait alors remplacer le banquier central par un ordinateur. Aujourd'hui, ce qui prévaut au niveau international, c'est la troisième forme, à savoir l'indépendance des banques centrales. L'indépendance dont il est question est une indépendance à l'égard du pouvoir politique, à la manière de l'article 107 du Traité de Maastricht qui stipule que la Banque Centrale Européenne (BCE) ne peut « solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme ». Dans ces trois ensembles de propositions, on reconnaît une même inspiration : supprimer la « main visible » des autorités gouvernementales pour lui substituer la « main invisible » des règles automatiques. Autrement dit, dépolitiser la monnaie, la rendre indépendante des prérogatives gouvernementales pour la transformer en un pur instrument au seul service de la concurrence. C'est de cette façon que l'on isole la banque centrale du biais inflationniste engendré par le cycle électoral. Au niveau supérieur des valeurs, ce qui est institué est la liberté individuelle du rapport aux choses sous la forme d'un ordre économique purement contractuel, l'ordre du marché.

Cette hiérarchie de valeurs qui subordonne les souverainetés politiques territoriales aux relations marchandes universalistes ne trouve pas d'illustration plus exemplaire que l'Euro d'aujourd'hui. Le statut supérieur de l'économie comme la dimension universelle des valeurs individualistes s'y trouvent directement reconnues dans la création d'un espace monétaire européen, structuré autour de la norme concurrentielle et géré, non pas par une organisation politique mais par une Banque Centrale indépendante, censée représentée les valeurs individualistes contre les désirs inadéquats des entités politiciennes. Daniel de Coppet voit bien cette évolution européenne dont il parle à la fin de son texte de 1994. Il lui faut alors

---

<sup>14</sup> Sur ce point, voir « Les solutions institutionnelles aux problèmes de la direction monétaire » de Milton Friedman.

reconnaître quelque chose comme l'émergence d'une souveraineté d'un nouveau type, « souveraineté monétaire fondée sur la valeur ultime de la personne humaine » (210). Ce qui le conduit à conclure : « Que ces deux souverainetés, territoriale et monétaire, soient devenues tout récemment et subrepticement distinctes, est un signe patent de la prééminence accrue du sujet individuel et économique au sommet de la hiérarchie de valeurs en Europe » (210).

## **Conclusion**

Il s'agissait essentiellement dans cet article de restituer, dans toute sa cohérence, une pensée complexe et mal connue, celle que développe Daniel de Coppet à propos des monnaies modernes en s'appuyant sur son expérience des monnaies traditionnelles. J'espère ne pas en avoir trahi l'ampleur et la générosité. À l'issue de ce parcours, on voit apparaître, avec le concept de souveraineté monétaire, une similitude inattendue entre monnaies moderne et traditionnelle. C'est là la conséquence du fait que ces monnaies sont toutes deux liées, selon des modalités il est vrai tout à fait distinctes, aux valeurs supérieures de leur société : la totalité sociale dans la configuration holiste, la personne humaine dans sa relation privilégiée aux objets économiques dans l'idéologie individualiste. Or, en tant qu'en elle se trouve exprimée l'autorité des valeurs supérieures, la monnaie peut être dite souveraine. Paradoxalement, c'est l'idée de la monnaie comme expression de la société en tant que totalité qui s'atténue tout au long de cette analyse. Il en est ainsi parce que l'individualisme tend à subordonner les tous sociaux pour ne reconnaître comme seule totalité véritable que l'individu. À la limite, il n'existerait plus d'autres totalités que celui-ci. C'est seulement dans leur dimension subordonnée de monnaie étatique que les monnaies marchandes se trouvent liées aux totalités nationales.

Ces thèses méritent d'être connues et discutées. Comme le montre aujourd'hui la construction de l'Euro, elles expriment des tendances profondes à l'œuvre dans le monde moderne : la constitution par-delà les souverainetés politiques d'un ordre marchand universel, ce qu'on appelle encore la « mondialisation ». Examiner la validité de cette construction impose cependant d'examiner à nouveaux frais à ce qui me paraît une hypothèse hautement problématique, à savoir cette incapacité supposée de nos sociétés individualistes à construire des autorités légitimes stables. C'est là la question centrale. Divers courants dans les sciences sociales ont cherché à montrer qu'on pouvait articuler relations de pouvoir et autorité ce qui conduisait à rendre intelligible la subordination dans un monde d'égaux en conflit. Une autre

manière d'aller dans cette même direction consiste à avancer que les sociétés contemporaines doivent être appréhendées, non comme des sociétés individualistes pures, mais comme un mixte *durable*, d'une nature à préciser, de holisme et d'individualisme, d'autorité et de pouvoir. Cette dernière manière de voir aurait vraisemblablement rencontré l'adhésion de Daniel de Coppet dont on sent bien, dans son texte, qu'il est mal à l'aise avec l'idée que nous serions conduits inexorablement vers une société entièrement gouvernée par l'économie marchande. Cela est apparent dans la toute fin de son texte lorsqu'il ressent la nécessité de rappeler, contre les valeurs individualistes, « le caractère irrépressible, et à certains égards ultime, de la dimension sociale de l'homme » (211). Mais c'est principalement dans l'introduction à *La monnaie souveraine* que ces idées trouvent leur pleine expression.

Avant de l'examiner, rappelons la nature singulière de ce texte. Il s'agit d'une introduction véritablement collective, écrite de conserve par onze chercheurs relevant de disciplines diverses : anthropologie, économie, histoire et psychologie. Faire signer par un si grand nombre de personnalités un texte commun présentant les axes théoriques d'une approche nouvelle de la monnaie relevait de la gageure. Je peux témoigner que chacun des auteurs s'est senti suffisamment engagé par cette rédaction pour travailler à faire en sorte que ses idées soient correctement restituées<sup>15</sup>. Il s'en est suivi une très longue rédaction qui a duré toute une année où chaque mot fut pesé au trébuchet et discuté. Si ce travail a pu aboutir au texte que l'on connaît, cela tient grandement aux trois années précédentes de réflexion en commun dans le cadre du séminaire « Légitimité de la monnaie » et au climat de confiance et même d'amitié qui s'y était créé. Comme je l'ai déjà dit, Daniel de Coppet a joué, dans cette rédaction collective, un rôle leader. Les formulations utilisées lui doivent beaucoup, tout particulièrement dans les deux premières parties intitulées respectivement « La société en tant que totalité » puis « Le statut paradoxal de la monnaie moderne » qui vont maintenant nous intéresser<sup>16</sup>.

Or, dans ces deux parties, on voit apparaître nettement l'idée qu'il ne saurait exister de société individualiste pure parce que celle-ci ne permet pas l'engendrement d'un lien social durable. C'est d'ailleurs l'occasion d'une prise de distance d'avec la théorie économique libérale :

---

<sup>15</sup> En fait, seul Charles Malamoud est resté un peu à l'écart de ce travail collectif.

<sup>16</sup> La partie suivante intitulée « Dette et monnaie » avait, à ses yeux, plus la nature d'un compromis.

« Ce qui distingue nos analyses de la vision dominante en théorie économique, c'est la reconnaissance de l'impossible inachèvement de [l'évolution individualiste]. Nous considérons cette impossibilité comme l'expression des contraintes fondamentales que doit respecter toute collectivité humaine. Autrement dit, l'autonomisation de l'économie, l'instrumentalisation des formes collectives et le primat des rapports de pouvoir sur les relations d'autorité ne dessinent pas un modèle social cohérent lequel suppose, au contraire, la subordination des rapports de pouvoir à un principe d'autorité » (11).

On retrouve ici une thèse défendue par Karl Polanyi dans *La grande transformation* lorsque cet auteur soutient qu'une société entièrement commandée par les seuls marchés ne saurait durer : « Permettre au mécanisme de marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, [...] cela aurait pour résultat de détruire la société » (108). Aussi, à ses yeux, l'extension du principe concurrentiel à l'ensemble de la société ne peut-elle manquer de provoquer une réaction spontanée du corps social cherchant à préserver ses intérêts organiques mis en péril par l'autorégulation marchande. Cette révolte de la société passe par la création d'un réseau « d'institutions puissantes destinées à enrayer l'action du marché touchant le travail, la terre et la monnaie » (112). Dire cela, c'est-à-dire établir l'incomplétude de l'ordre concurrentiel, c'est considérer des totalités sociales qui mêlent étroitement principes d'autorité et espaces de conflits, sous une forme autre que la seule subordination des premiers par les seconds. Voilà bien là un programme de recherches dans la continuité des idées proposées par Daniel de Coppet dans *La monnaie souveraine*.

## RÉFÉRENCES

Aglietta Michel et André Orléan (éds.), *La monnaie souveraine*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1998.

de Coppet Daniel, « Une monnaie pour une communauté mélanésienne comparée à la nôtre pour l'individu des sociétés européennes » in Michel Aglietta et André Orléan (éds.), *La monnaie souveraine*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1998, 159-211.

Descombes Vincent, article « Dumont Louis » et « Hiérarchie », *Dictionnaire des Sciences Humaines*, Paris, PUF, 2006.

Dumont Louis, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Le Seuil, 1991 [1983].

Dumont Louis, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, 1977.

Friedman Milton, *Inflation et systèmes monétaires*, Paris, Calmann-Lévy, Presses Pocket, n°8, coll. « Agora », 1976.

Barraud Cécile, de Coppet Daniel, Iteanu André et Raymond Jamous, « Des relations et des morts. Quatre sociétés vues sous l'angle des échanges », in Galey, Jean-Claude (éd.) *Différences, valeurs, hiérarchie. Textes offerts à Louis Dumont*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984.

Oresme Nicolas, *Traité des monnaies et autres écrits monétaires du XIV<sup>e</sup> siècle*, Lyon, La Manufacture, 1989.

Orléan André, article « Monnaie », *Dictionnaire des Sciences Humaines*, Paris, PUF, 2006.

Polanyi Karl, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences Humaines », 1983 [1944].

Reynaud Bénédicte, *Le modèle hiérarchique : une méthode d'analyse des relations salariales*, Thèse de Doctorat, Université de Paris X – Nanterre, mars 1987.

Théret Bruno, « Monnaie et souveraineté », document de travail, 30 novembre 2006.